



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 74.925/4
du 17 janvier 2024

advies 74.925/4
van 17 januari 2024

sur

over

un avant-projet de loi
'modifiant diverses
dispositions relatives au statut
des militaires'

een voorontwerp van wet 'tot
wijziging van diverse
bepalingen betreffende het
statuut van de militairen'

Le 20 novembre 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Défense à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 17 janvier 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesses, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier MINY, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 17 janvier 2024.

*

Op 20 november 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Defensie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het statuut van de militairen'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 17 januari 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier MINY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 17 januari 2024.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

Article 13

L'article 53*septies*, alinéa 1^{er}, de la loi du 13 juillet 1976 'relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des Forces armées', tel que modifié par l'article 13, sera rédigé comme suit :

« Après l'utilisation complète du congé parental visé à l'article 53*bis*, le militaire peut demander un aménagement de son horaire de travail pour la période de six mois suivant la fin du congé parental ».

Ainsi rédigé, l'alinéa 1^{er} en projet semble exiger de la part du militaire qu'il formule sa demande d'aménagement de son horaire de travail à l'issue de la période de congé parental. Or, l'article 53*septies*, alinéa 3, de la loi du 13 juillet 1976 prévoit que la demande doit être faite au plus tard trois semaines avant la fin de la période en cours du congé parental. Ainsi interprétés, les deux alinéas entrent en contradiction.

Le délégué de la Ministre a convenu que la modification envisagée par l'article 13 devait être conçue autrement.

À cet effet, une solution consisterait à remplacer dans l'article 53*septies*, alinéa 1^{er}, les mots « suivant la fin du congé parental » par les mots « prenant cours après l'utilisation complète du congé parental visé à l'article 53*bis* ».

Article 15

L'article 53*nonies* en projet de la loi du 13 juillet 1976 prévoit ce qui suit :

« Les congés visés aux articles 53*bis* et 53*quinquies* prennent automatiquement fin sans préavis :

- 1^o lorsque la mobilisation est décrétée ;
- 2^o lorsque la période de guerre est décrétée ;
- 3^o lorsque la période de crise est décrétée ;

4^o dans le cas où des circonstances exceptionnelles l'exigent, par décision du Conseil des Ministres ;

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

5° en cas d'engagement opérationnel dans la forme d'engagement de maintien de l'ordre ;

6° en cas de participation à une mission d'assistance sur le territoire national ;

7° dans le cas d'une participation à une mission d'appui militaire, à une mission d'assistance en dehors du territoire national ou de participation à une autre forme d'engagement opérationnel que celle visée au 5° ;

8° lors de la mise sur préavis pour une situation visée au 5°, 6° et 7° ».

Interrogé sur la portée de la disposition, dès lors que certaines circonstances figurant dans la liste dressée à l'article 53*nonies* sont susceptibles de ne concerner qu'une partie des forces armées, le délégué de la Ministre a répondu :

« Les cas visés aux points 5° à 8° de l'article 53*nonies* en projet ne concernent en effet pas toutes les forces armées. Uniquement les militaires qui bénéficient d'un congé visé aux articles 53*bis* et 53*quinquies* de la loi du 13 juillet 1976 précitée et qui, le cas échéant, sont désignés pour participer à un type d'engagement ou une mission, ou sont mis sur préavis, comme visés aux points 5° à 8°, tombent sous l'application de ces points. Ainsi, la proportionnalité de cette mesure est en effet garantie ».

Il est pris acte de ces explications, qui gagneraient à figurer dans le commentaire de l'article.

Articles 17 et 48

Tant l'article 53*undecies* en projet de la loi du 13 juillet 1976 (article 17 de l'avant-projet) que l'article 95, alinéa 2, en projet de la loi du 28 février 2007 'fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées' (article 48, 1°, de l'avant-projet) prévoient que le candidat-militaire peut bénéficier du congé de paternité visé à l'article 53*quater* de la loi du 13 juillet 1976. Or, l'article 53*undecies* en projet dispose que le congé de paternité est applicable aux candidats militaires « en dérogation à l'article 95, alinéa 2, de la loi du 28 février 2007 ».

Interrogé sur l'articulation entre les deux dispositions, le délégué de la Ministre a indiqué que l'article 17 de l'avant-projet pouvait être supprimé.

L'avant-projet sera par conséquent revu en ce sens.

Article 19

L'article 10*ter*, § 5, en projet, de la loi du 20 mai 1994 'relative aux droits pécuniaires des militaires' prévoit :

« Dans le cadre d'une période de service permanent à l'étranger, telle que définie à l'article 2, 4° de l'arrêté royal du 15 janvier 1962 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires accomplissant des déplacements de service à l'extérieur du royaume, le Ministre de la Défense est autorisé, en ce qui concerne le conjoint et les enfants à charge, tels que définis à l'article 2, 2° et 3° de l'arrêté royal du 15 janvier 1962 précité,

à prendre en charge les coûts destinés à soutenir des mesures visant la reconversion professionnelle par le biais notamment de guidance, de conseils, d'informations fournies par des services spécialisés en la matière ainsi que le suivi de formation.

Le Ministre de la Défense est chargé des mesures d'exécution en la matière ».

Contrairement aux deux autres habilitations prévues dans ce même article, qui permettent au Roi, d'une part, d'autoriser le Ministre de la Défense à rembourser des frais exceptionnels encourus par le militaire lors d'un déplacement de service, lors d'une période de service à l'étranger et lors d'une mutation (paragraphe 1^{er}) et, d'autre part, d'autoriser le même Ministre à transférer cette compétence aux autorités militaires et civiles que le Roi détermine (paragraphe 2), le paragraphe 5 en projet habilite directement le Ministre de la Défense à prendre en charge les coûts destinés à soutenir des mesures visant la reconversion professionnelle et à prendre des mesures d'exécution en la matière.

En principe, en vertu des principes constitutionnels relatifs à l'exercice des pouvoirs, il n'appartient pas à la loi d'attribuer directement à un ministre des pouvoirs qui reviennent normalement au Roi. Certes, il n'est pas incompatible avec ces principes de conférer à un ministre une délégation de pouvoirs d'ordre accessoire ou secondaire, mais il n'en demeure pas moins qu'il appartient alors, en principe, au Roi et non au législateur d'octroyer pareille délégation. En effet, l'octroi par le législateur d'une délégation directe de tels pouvoirs à un ministre signifierait que le législateur empiéterait sur une prérogative qui revient au Roi en tant que chef du pouvoir exécutif fédéral.

De l'accord du délégué de la Ministre, l'article 10^{ter}, paragraphe 5, en projet sera revu.

Article 34

1. L'article 34 complète l'article 10, § 1^{er}, de la loi du 28 février 2007 par un alinéa rédigé comme suit :

« La connaissance élémentaire de la langue visée à l'article 2, alinéas 1^{er} et 3, de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, peut également être établie par la présentation d'un examen qui évalue l'aptitude à la lecture et la compréhension orale correspondant au niveau A2 du Cadre européen commun de référence pour les langues, c'est-à-dire le deuxième niveau d'un utilisateur de base de la langue, et la connaissance de base de la grammaire et du vocabulaire. Cet examen peut être écrit ou informatisé ».

2.1. L'article 10, § 1^{er}, de la loi du 28 février 2007 détermine le contenu des épreuves de sélection visées à l'article 9, alinéa 1^{er}, 7^o, de la même loi ¹ pour pouvoir acquérir la qualité de militaire. Cet article dispose :

« Les épreuves de sélection visées à l'article 9, alinéa 1^{er}, 7^o, comportent :

1^o des épreuves psychotechniques ;

2^o le cas échéant, des épreuves de connaissance académique ou professionnelle ;

3^o des épreuves d'appréciation de l'aptitude physique et de l'aptitude médicale ;

4^o le cas échéant, des épreuves pratiques.

Certaines épreuves de sélection peuvent :

1^o en tout ou en partie avoir lieu en dehors de la Défense, dans le secteur privé ou public, en Belgique ou à l'étranger, selon les mêmes règles que celles visées à l'article 12, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o, et 5^o ;

2^o être subies en anglais, pour autant qu'une partie de la formation de base soit donnée en anglais.

L'autorité désignée par le Roi peut limiter le nombre de postulants pouvant participer aux épreuves pratiques sur la base des besoins des Forces armées et de sa capacité à pouvoir organiser ces épreuves ».

2.2. L'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 'concernant l'usage des langues à l'armée' dispose :

« En vue de son admission à un cycle de formation d'officier de carrière, tout candidat subit une épreuve sur la connaissance approfondie du français ou du néerlandais à son choix et une épreuve sur la connaissance élémentaire de l'autre langue ou de la langue allemande.

La connaissance approfondie de la langue s'établit par une épreuve portant sur les matières figurant au programme des athénées royaux jusques et y compris la classe de première.

La connaissance élémentaire de la langue s'établit par un examen écrit comportant un thème, une version et un exercice de rédaction correspondant au programme de deuxième langue des athénées royaux jusque et y compris la classe de première, à l'exclusion de l'histoire de la littérature et de l'explication d'un texte d'auteur.

[...] ».

2.3. Le commentaire de l'article 34 précise :

« L'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée fixe les exigences linguistiques auxquelles un postulant candidat officier de carrière doit satisfaire afin d'être admis à un cycle de formation. Il s'agit de la connaissance approfondie de la première langue nationale et de la connaissance élémentaire de la deuxième langue nationale. Cet article vise à prévoir un examen alternatif, éventuellement informatisé, de la

¹ L'article 9 de la loi du 28 février 2007 dispose :

« Pour pouvoir acquérir la qualité de militaire, le postulant doit :

[...]

7^o satisfaire aux épreuves de sélection ».

deuxième langue nationale qui doit être présenté par un postulant candidat officier de carrière pendant la procédure de sélection ».

Si, comme l'indique ce commentaire, l'intention de l'auteur de l'avant-projet est bien de permettre un mode alternatif d'établissement « de la connaissance élémentaire de la deuxième langue nationale », pour un postulant candidat officier de carrière afin de pouvoir être admis à un cycle de formation, la section de législation n'aperçoit pas pour quelle raison cette modification est insérée dans l'article 10, § 1^{er}, de la loi du 28 février 2007 et non pas dans un alinéa nouveau inséré dans l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938.

Il convient également de constater que l'article 10, § 1^{er}, de la loi du 28 février 2007 ne prévoit pas de connaissance linguistique pour les épreuves de sélection dont il détermine le contenu ², et ne se réfère pas à l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 ³.

La disposition en projet sera, le cas échéant, revue à la lumière de cette observation.

Article 41

La précision contenue à l'article 59, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, en projet de la loi du 28 février 2007 selon laquelle il s'agit de jours « calendrier » est inutile et sera omise.

Articles 62 et 63

Il résulte des articles 62 et 63 que plusieurs dispositions ont vocation à produire leurs effets de manière rétroactive.

Interrogé sur la justification de ces deux dispositions, le délégué de la Ministre a répondu :

« L'article 62 prévoit une mise en vigueur au 1^{er} mars 2020 de l'article 7, [2^o], de l'avant-projet. Le but de cette modification est de modifier le mode de calcul du congé de maternité de sorte que certaines périodes d'absence comme les absences pour motif de santé durant la période prénatale ne sont plus déduites du congé de maternité, en s'alignant sur la loi du 12 juin 2020 modifiant les périodes survenues durant le repos prénatal et pouvant être prises en compte pour la prolongation du repos postnatal, qui a été mise en vigueur le 1^{er} mars 2020 et sur l'arrêté royal du 22 août 2020 modifiant l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État concernant le congé de maternité, qui a également été mis en vigueur le 1^{er} mars 2020. Cette modification, qui est une modification en faveur du personnel militaire féminin, a été appliquée dans la pratique depuis la date du 1^{er} mars 2020

² Si l'article 9, alinéa 1^{er}, 11^o, de la loi du 28 février 2007 prévoit que, pour pouvoir acquérir la qualité de militaire, le postulant doit « 11^o satisfaire aux conditions supplémentaires relatives à des aptitudes et/ou compétences professionnelles, techniques et/ou linguistiques justifiées par un certificat de qualification, une licence, un brevet, une attestation, une agrégation, une autorisation ou un permis ou acquises sur la base de l'expérience qui peuvent être imposées par poste vacant par l'autorité désignée par le Roi », l'article 10, § 1^{er}, de la même loi ne concerne que les épreuves de sélection visées à l'article 9, alinéa 1^{er}, 7^o, de la même loi.

³ Il en résulte que le terme « également » qui apparaît dans la disposition en projet ne s'intègre pas de manière cohérente dans le dispositif actuel de l'article 10, § 1^{er}, de la loi du 28 février 2007.

afin de garantir un traitement égal avec le personnel féminin non-militaire. Toutefois, il serait plus correct de prévoir l'entrée en vigueur au 1^{er} mars 2020 pour l'ensemble de l'article 7 de l'avant-projet.

En ce qui concerne l'article 63, la date limite à laquelle les articles mentionnés peuvent être mis en vigueur par le Roi sera modifiée par le 1^{er} avril 2024 ».

Il est pris acte de ces explications.

La disposition sera revue en ce sens.

Annexe

Dès lors qu'il s'agit d'un avant-projet de norme législative, les mots « Gezien om te worden gevoegd bij de wet van XXX tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het statuut van de militairen - Vu pour être annexé à la loi du XXX modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires » sont inutiles et seront omis ⁴.

*

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 172, e).

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

Artikel 13

Artikel 53*septies*, eerste lid, van de wet van 13 juli 1976 ‘betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht’, zoals dat bij artikel 13 wordt gewijzigd, moet als volgt worden geredigeerd:

“Na volledig gebruik van het ouderschapsverlof bedoeld in artikel 53*bis* kan de militair een aangepast werkrooster aanvragen voor de periode van zes maanden die volgt op het einde van het ouderschapsverlof.”

Zoals het ontworpen eerste lid is geredigeerd, lijkt het van de militair te verlangen dat hij zijn aanvraag tot aanpassing van zijn werkrooster doet na afloop van de periode van ouderschapsverlof. Luidens artikel 53*septies*, derde lid, van de wet van 13 juli 1976 moet de aanvraag evenwel ten laatste drie weken voor het einde van de lopende periode van ouderschapsverlof worden gedaan. In die interpretatie zijn beide leden met elkaar in tegenspraak.

De gemachtigde van de minister heeft beaamd dat de wijziging waarin artikel 13 voorziet, anders moest worden opgevat.

Als mogelijke oplossing daarvoor kunnen de woorden “die volgt op het einde van het ouderschapsverlof” in artikel 53*septies*, eerste lid, worden vervangen door de woorden “die ingaat nadat het in artikel 53*bis* bedoelde ouderschapsverlof volledig is opgebruikt”.

Artikel 15

Het ontworpen artikel 53*nonies* van de wet van 13 juli 1976 luidt als volgt:

“De verloven bedoeld in de artikelen 53*bis* en 53*quinquies* eindigen automatisch zonder opzegging:

- 1° wanneer de mobilisatie wordt afgekondigd;
- 2° wanneer de periode van oorlog wordt afgekondigd;
- 3° wanneer de periode van crisis wordt afgekondigd;

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

4° in geval dat uitzonderlijke omstandigheden dit vereisen, bij beslissing van de Ministerraad;

5° in geval van operationele inzet in de vorm van ordehandhavingsinzet;

6° in geval van deelname aan een opdracht van hulpverlening op het nationale grondgebied;

7° in geval van deelname aan een opdracht van militaire bijstand, aan een opdracht van hulpverlening buiten het nationale grondgebied of deelname aan een andere vorm van operationele inzet dan die bedoeld in 5°;

8° bij het op preadvies stellen voor een situatie bedoeld in 5°, 6° en 7°.”

Gegeven het feit dat bepaalde omstandigheden die in de lijst in artikel 53^{nonies} worden vermeld slechts op een deel van de krijgsmacht betrekking kunnen hebben, heeft de gemachtigde van de minister op een vraag over de draagwijdte van de bepaling het volgende geantwoord:

“Les cas visés aux points 5° à 8° de l’article 53^{nonies} en projet ne concernent en effet pas toutes les forces armées. Uniquement les militaires qui bénéficient d’un congé visé aux articles 53bis et 53quinquies de la loi du 13 juillet 1976 précitée et qui, le cas échéant, sont désignés pour participer à un type d’engagement ou une mission, ou sont mis sur préavis, comme visés aux points 5° à 8°, tombent sous l’application de ces points. Ainsi, la proportionnalité de cette mesure est en effet garantie.”

Er wordt akte genomen van die toelichting. Het verdient aanbeveling ze in de artikelsgewijze bespreking op te nemen.

Artikelen 17 en 48

Zowel in het ontworpen artikel 53^{undecies} van de wet van 13 juli 1976 (artikel 17 van het voorontwerp) als in het ontworpen artikel 95, tweede lid, van de wet van 28 februari 2007 ‘tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht’ (artikel 48, 1°, van het voorontwerp) wordt bepaald dat de kandidaat-militair in aanmerking kan komen voor het vaderschapsverlof bedoeld in artikel 53^{quater} van de wet van 13 juli 1976. Luidens het ontworpen artikel 53^{undecies} is het vaderschapsverlof evenwel toepasselijk op kandidaat-militairen “in afwijking van artikel 95, tweede lid, van de wet van 28 februari 2007”.

Naar aanleiding van een vraag over de samenhang tussen beide bepalingen, heeft de gemachtigde van de minister aangegeven dat artikel 17 van het voorontwerp kan worden weggelaten.

Het voorontwerp moet bijgevolg in die zin worden herzien.

Artikel 19

Het ontworpen artikel 10ter, § 5, van de wet van 20 mei 1994 ‘houdende de geldelijke rechten van de militairen’ luidt als volgt:

“In het kader van een periode van vaste dienst in het buitenland, zoals bedoeld in artikel 2, 4° van het koninklijk besluit van 15 januari 1962 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen die dienstreizen volbrengen in het buitenland, is de Minister van Landsverdediging ertoe gemachtigd, voor wat betreft de echtgenoot en de kinderen ten laste, zoals bedoeld in artikel 2, 2° en 3° van het voornoemde koninklijk besluit van 15 januari 1962, om de kosten ten laste te nemen, ter ondersteuning van maatregelen die gericht zijn op beroepsomschakeling, via bijvoorbeeld begeleiding, adviezen, en inlichtingen verstrekt door diensten gespecialiseerd in dit domein en het volgen van opleidingen.

De Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoeringsmaatregelen ter zake.”

De ontworpen paragraaf 5 machtigt de minister van Landsverdediging er rechtstreeks toe de kosten ter ondersteuning van de maatregelen die gericht zijn op beroepsomschakeling ten laste te nemen en ter zake uitvoeringsmaatregelen te nemen, dit in tegenstelling tot de twee andere machtigingen waarin datzelfde artikel voorziet: op grond van die twee andere machtigingen kan de Koning de minister van Landsverdediging enerzijds toelaten buitengewone kosten die de militair oploopt naar aanleiding van een dienstreis, een dienstperiode in het buitenland en een mutatie terug te betalen (paragraaf 1), en kan hij diezelfde minister anderzijds toelaten die bevoegdheid over te dragen aan de militaire en burgerlijke overheden die de Koning bepaalt (paragraaf 2).

Krachtens de grondwettelijke beginselen inzake de uitoefening der machten staat het in beginsel niet aan de wetgever om rechtstreeks aan een minister bevoegdheden toe te kennen die normaal aan de Koning toekomen. Het is weliswaar niet onverenigbaar met die beginselen om aan een minister bevoegdheden inzake bijkomstige of detailkwesties te delegeren, maar in dat geval staat het niettemin in beginsel aan de Koning, en niet aan de wetgever, om een dergelijke delegatie te verlenen. Indien de wetgever zulke bevoegdheden rechtstreeks aan een minister delegeert, zou dat namelijk betekenen dat hij zich een prerogatief toe-eigent dat toekomt aan de Koning als hoofd van de federale uitvoerende macht.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het ontworpen artikel 10ter, paragraaf 5, moet worden herzien.

Artikel 34

1. Bij artikel 34 wordt artikel 10, § 1, van de wet van 28 februari 2007 aangevuld met een lid dat als volgt luidt:

“De elementaire kennis van de taal bedoeld in artikel 2, eerste en derde lid, van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, kan eveneens worden aangetoond door een examen af te leggen dat peilt naar de leesvaardigheid en de luistervaardigheid overeenstemmende met het niveau A2 van het Gemeenschappelijk Europees Referentiekader voor Talen, zijnde het tweede niveau van een basisgebruiker van

de taal, en naar de basiskennis van grammatica en woordenschat. Dit examen kan schriftelijk of computergestuurd zijn.”

2.1. Artikel 10, § 1, van de wet van 28 februari 2007 bepaalt wat de selectieproeven, bedoeld in artikel 9, eerste lid, 7°, van dezelfde wet,¹ moeten omvatten opdat kandidaten de hoedanigheid van militair kunnen verwerven. Dat eerstgenoemde artikel luidt als volgt:

“De selectieproeven bedoeld in artikel 9, eerste lid, 7°, omvatten:

1° psychotechnische proeven;

2° desgevallend, proeven van schoolse of beroepskennis;

3° proeven tot beoordeling van de fysieke geschiktheid en van de medische geschiktheid;

4° desgevallend, praktische proeven.

Sommige selectieproeven kunnen:

1° geheel of gedeeltelijk buiten Defensie plaatsvinden, in de private of openbare sector, in België of in het buitenland, volgens dezelfde regels als bedoeld in artikel 12, eerste lid, 1°, 2°, en 5°;

2° in het Engels worden ondergaan, voor zover een deel van de basisvorming in het Engels wordt verstrekt.

De door de Koning bepaalde overheid kan het aantal sollicitanten die aan praktische proeven mogen deelnemen, beperken op basis van de behoeften van de Krijgsmacht en van haar capaciteit om deze proeven te organiseren.”

2.2. Artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 ‘betreffende het gebruik der talen bij het leger’ luidt als volgt:

“Om tot een opleidingscyclus van beroepsofficier te worden toegelaten legt ieder kandidaat een examen af over de grondige kennis van, naar zijn keuze, de Nederlandse of de Franse taal en een examen over de elementaire kennis van de andere taal of van de Duitse taal.

De grondige kennis der taal wordt vastgesteld door middel van een examen over de vakken welke voorkomen op het leerplan der koninklijke athenea tot en met de eerste klasse.

De elementaire kennis van de taal wordt vastgesteld door middel van een schriftelijk examen dat bestaat uit een vertaling in en uit de tweede taal en een opstel, overeenkomende met het leerplan voor de tweede taal bij de koninklijke athenea, tot en met de eerste klasse, met uitsluiting van de geschiedenis der letterkunde en van de verklaring van een tekst uit het werk van een schrijver.

(...).”

¹ Artikel 9 van de wet van 28 februari 2007 luidt als volgt:

“Om de hoedanigheid van militair te kunnen verwerven, moet de sollicitant:

(...)

7° voldoen aan de selectieproeven.”

2.3. In de commentaar op artikel 34 staat het volgende:

“Artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger bepaalt de taalvereisten waaraan een sollicitant kandidaat-beroepsofficier moet voldoen om toegelaten te worden tot een vormingscyclus. Het betreft de grondige kennis van de eerste landstaal en de elementaire kennis van de tweede landstaal. Dit artikel beoogt het voorzien van een alternatief, mogelijk computergestuurd, examen van de tweede landstaal dat door een sollicitant kandidaat-beroepsofficier tijdens de selectieprocedure moet worden afgelegd.”

Indien het, zoals in die bespreking wordt aangegeven, inderdaad de bedoeling van de steller van het voorontwerp is dat een sollicitant kandidaat-beroepsofficier op een alternatieve wijze “de elementaire kennis van de tweede landstaal” kan aantonen om tot een vormingscyclus te kunnen worden toegelaten, begrijpt de afdeling Wetgeving niet waarom die wijziging wordt ingevoegd in artikel 10, § 1, van de wet van 28 februari 2007 en niet in een nieuw lid in artikel 2 van de wet van 30 juli 1938.

Er dient ook te worden vastgesteld dat artikel 10, § 1, van de wet van 28 februari 2007 geen taalkennis voorschrijft voor de selectieproeven waarvan het de inhoud bepaalt,² en dat het niet verwijst naar artikel 2 van de wet van 30 juli 1938.³

In voorkomend geval moet de ontworpen bepaling in het licht van deze opmerking worden herzien.

Artikel 41

De precisering in het ontworpen artikel 59, eerste lid, 2° en 3°, van de wet van 28 februari 2007 dat het om “kalenderdagen” gaat, is nutteloos. Het woorddeel “kalender” moet worden weggelaten.

Artikelen 62 en 63

Blijkens de artikelen 62 en 63 is het de bedoeling dat verscheidene bepalingen retroactief uitwerking krijgen.

Gevraagd naar de verantwoording van die twee bepalingen heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“L'article 62 prévoit une mise en vigueur au 1er mars 2020 de l'article 7, [2°], de l'avant-projet. Le but de cette modification est de modifier le mode de calcul du congé de

² Artikel 9, eerste lid, 11°, van de wet van 28 februari 2007 bepaalt weliswaar dat, om de hoedanigheid van militair te kunnen verwerven, de sollicitant, moet “11° voldoen aan de bijkomende voorwaarden betreffende professionele, technische en/of taalkundige bekwaamheden en/of competenties gerechtvaardigd door een kwalificatiecertificaat, een licentie, een brevet, een attest, een aggregatie, een machtiging of een vergunning of bekomen op basis van ervaring die per vacante post kunnen worden opgelegd door de door de Koning aangewezen overheid”, maar artikel 10, § 1, van dezelfde wet heeft enkel betrekking op de selectieproeven bedoeld in artikel 9, eerste lid, 7°, van dezelfde wet.

³ Daaruit volgt dat het woord “eveneens” dat in de ontworpen bepaling wordt gebruikt, niet coherent past in het huidige dispositief van artikel 10, § 1, van de wet van 28 februari 2007.

maternité de sorte que certaines périodes d'absence comme les absences pour motif de santé durant la période prénatale ne sont plus déduites du congé de maternité, en s'alignant sur la loi du 12 juin 2020 modifiant les périodes survenues durant le repos prénatal et pouvant être prises en compte pour la prolongation du repos postnatal, qui a été mise en vigueur le 1er mars 2020 et sur l'arrêté royal du 22 août 2020 modifiant l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État concernant le congé de maternité, qui a également été mis en vigueur le 1er mars 2020. Cette modification, qui est une modification en faveur du personnel militaire féminin, a été appliquée dans la pratique depuis la date du 1er mars 2020 afin de garantir un traitement égal avec le personnel féminin non-militaire. Toutefois, il serait plus correct de prévoir l'entrée en vigueur au 1er mars 2020 pour l'ensemble de l'article 7 de l'avant-projet.

En ce qui concerne l'article 63, la date limite à laquelle les articles mentionnés peuvent être mis en vigueur par le Roi sera modifiée par le 1^{er} avril 2024."

Er wordt akte genomen van deze toelichting.

De bepaling moet in die zin worden herzien.

Bijlage

Aangezien het om een voorontwerp van wetgevende norm gaat, zijn de woorden "Gezien om te worden gevoegd bij de wet van XXX tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het statuut van de militairen - Vu pour être annexé à la loi du XXX modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires" overbodig en moeten ze worden weggelaten.⁴

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO

⁴ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 172, e).